

L'affirmation d'une voie communiste française singulière

Robin Salecroix – Section de Nantes – Fédération de la Loire Atlantique

La séquence historique actuelle, marquée par la crise multiforme du capitalisme, la fragmentation du salariat et l'offensive idéologique des droites, pose avec acuité la question de la stratégie communiste. Dans ce contexte, la tentation de s'appuyer sur des « modèles » étrangers perçus comme efficaces ou stables réapparaît régulièrement, au premier rang desquels le modèle chinois. Cette tentation repose sur une confusion dangereuse entre puissance étatique et émancipation sociale, entre croissance économique et dépassement des rapports capitalistes.

Le marxisme nous invite au contraire à une analyse lucide des situations concrètes. Aucun projet d'émancipation ne peut être importé clé en main. Il doit être produit à partir des contradictions réelles d'une société, de son histoire, de ses formes politiques et de sa culture. C'est à cette condition qu'une hégémonie culturelle populaire peut se déployer. Pour le communisme en France, cela implique d'assumer une voie singulière, nourrie par notre histoire révolutionnaire, nos conquêtes sociales et notre tradition démocratique, et de rompre clairement avec toute fascination pour des modèles étrangers.

La Chine contemporaine se présente comme une puissance économique majeure, structurée par une industrialisation accélérée et une insertion profonde dans le capitalisme mondial. Cette trajectoire repose sur une exploitation intensive de la force de travail, une segmentation de la classe ouvrière et une extraction massive de plus-value. Le maintien d'un vocabulaire socialiste ne saurait masquer la réalité des rapports de production. Le salariat demeure la norme, la logique de la valeur organise l'économie et les travailleurs ne disposent d'aucun pouvoir réel sur les moyens de production.

La Chine est aujourd'hui la deuxième puissance économique mondiale, représentant environ 18 % du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat. Le salaire mensuel moyen dans l'industrie manufacturière chinoise s'élève désormais autour de 900 à 1 000 euros dans les grandes zones côtières, mais il demeure très inférieur à la valeur produite, ce qui permet un taux d'extraction de plus-value particulièrement élevé. La durée effective du travail reste fréquemment supérieure à 45 heures hebdomadaires, avec des pratiques largement documentées du « 996 » – travailler de 9 heures à 21 heures, six jours sur sept – dans les secteurs technologiques.

La structure des rapports sociaux est sans ambiguïté capitaliste. Plus de 60 % de l'emploi urbain relève désormais du secteur privé, tandis que les entreprises d'État, bien que dominantes dans certains secteurs stratégiques, fonctionnent selon des critères de rentabilité, de compétitivité et de discipline du travail identiques à ceux des grandes firmes capitalistes. La propriété étatique ne se traduit en aucun cas par un contrôle ouvrier. Les conseils de travailleurs n'existent pas comme organes de pouvoir, et toute tentative d'organisation syndicale indépendante est systématiquement réprimée. Les conflits sociaux, pourtant nombreux – plusieurs milliers de grèves locales par an selon les estimations universitaires – restent éclatés, dépolitisés et privés de toute traduction nationale.

Le rôle du Parti communiste chinois doit être analysé non comme celui d'un instrument transitoire de la dictature du prolétariat, mais comme celui d'un appareil d'État organisant l'accumulation du capital. La continuité idéologique proclamée masque une rupture matérielle profonde. Le vocabulaire marxiste fonctionne comme une idéologie de légitimation, tandis que le pouvoir réel est exercé par une bureaucratie politico-économique dont les intérêts sont structurellement distincts de ceux de la classe ouvrière. La Chine compte aujourd'hui plus de 800 milliardaires en dollars, dont une part significative est directement issue ou liée à l'appareil du parti, ce qui suffit à invalider toute lecture socialiste du système.

D'un point de vue complémentaire, le modèle chinois est intransposable dans une société comme la France, caractérisée par une longue tradition de libertés publiques, de pluralisme politique et de conflictualité sociale organisée. En faire une référence positive reviendrait à désarmer idéologiquement le communisme français et à l'arracher à ses propres racines.

Les expériences alternatives au capitalisme d'État autoritaire montrent qu'il n'existe pas une voie unique vers l'émancipation. L'intérêt de ces expériences ne réside pas dans leur perfection, mais dans leur capacité à réaffirmer la centralité de l'auto-organisation populaire et de la démocratie sociale.

L'expérience du Rojava, inspirée par Abdullah Öcalan, démontre qu'il est possible de structurer une société autour de communes, de coopératives et d'une démocratie directe profondément ancrée dans le quotidien. Malgré des conditions matérielles extrêmement contraignantes, cette expérience rappelle que la démocratie n'est pas un luxe réservé aux périodes de prospérité, mais une condition de l'émancipation.

Cuba, quant à elle, montre qu'un État peut refuser sa transformation en simple gestionnaire du capital et maintenir la priorité donnée aux besoins sociaux fondamentaux. Sans idéalisation, cette expérience souligne qu'il existe une différence qualitative entre un État qui organise l'accumulation et un État qui, malgré ses limites, tente de préserver une logique de solidarité et de droits sociaux universels.

L'autogestion yougoslave, enfin, demeure un jalon essentiel de la réflexion marxiste. Elle rappelle que le pouvoir ouvrier peut s'exercer concrètement dans la sphère productive, même si cette tentative fut minée par son insertion dans le marché mondial et par des déséquilibres internes. Ces expériences convergent vers une même leçon : sans démocratie économique et politique réelle, aucun projet ne peut prétendre incarner le socialisme.

La singularité du communisme français quant à elle s'enracine dans une histoire révolutionnaire longue et dense. La Révolution française a posé la question de la souveraineté populaire et de l'égalité politique comme fondements de la modernité. La Commune de Paris a constitué la première tentative historique de pouvoir ouvrier, fondée sur l'élection et la révocabilité des mandataires, inspirant directement Karl Marx dans son analyse de l'État et de la démocratie prolétarienne.

Le Front populaire de 1936 marque une autre séquence décisive. Les congés payés, la semaine de quarante heures et les conventions collectives ne furent pas des concessions octroyées d'en haut, mais le produit d'une mobilisation massive du monde du travail, articulant luttes sociales, unité politique et conquêtes institutionnelles. Cette période montre que la transformation sociale en France passe par la construction de majorités populaires conscientes, capables d'imposer des ruptures concrètes dans le cadre d'un rapport de force démocratique.

Le Conseil national de la Résistance constitue sans doute l'exemple le plus abouti d'une hégémonie populaire en actes. Dans un contexte de guerre et d'occupation, des forces politiques et sociales issues du mouvement ouvrier, du communisme et du gaullisme social ont su élaborer un programme de transformation radicale. Sécurité sociale, nationalisations, droits syndicaux, services publics. Ce programme ne procédait ni d'un modèle importé ni d'un dogme idéologique, mais d'une lecture lucide des besoins du pays et d'un rapport de force construit dans la lutte. Les conquêtes de 1936 et plus encore celles de 1945 ne relèvent pas seulement de politiques sociales redistributives : elles constituent de véritables prises sur la plus-value, arrachées au capital par l'intervention du mouvement ouvrier.

La Sécurité sociale, en particulier, ne se limite pas à un système de protection. Elle organise une socialisation d'une part de la richesse produite, soustraite à l'accumulation capitaliste et gérée par les travailleurs eux-mêmes. En ce sens, elle réduit concrètement le poids du capital dans la société, en instituant un pouvoir de gestion autonome du monde du travail sur une fraction décisive de la valeur produite.

Ces expériences montrent que des avancées vers le socialisme peuvent exister au cœur même de rapports capitalistes, lorsque les travailleurs conquièrent non seulement des droits, mais des leviers de pouvoir économique et institutionnels.

La question décisive n'est pas seulement celle de la propriété formelle des moyens de production, mais celle du pouvoir réel des travailleurs sur les choix de gestion. L'expérience historique montre que l'étatisation sans transformation des critères de gestion ne modifie pas les rapports sociaux fondamentaux.

En France, l'exemple de 1981 est éclairant, la nationalisation des banques et de grands groupes industriels, sans remise en cause des logiques de rentabilité financière, sans contrôle ou codécision des salariés, n'a pas entamé le pouvoir du capital. Elle a même, dans certains cas, contribué à le sécuriser.

Une voie communiste singulière suppose donc d'articuler socialisation, démocratie économique et nouveaux critères de gestion, fondés sur l'utilité sociale, les besoins collectifs, l'emploi, la transition écologique. Sans cela, la propriété publique peut devenir un simple mode de gestion du capitalisme, et non un levier d'émancipation.

Ces épisodes ne relèvent pas d'un passé figé. Ils constituent une matrice stratégique pour penser le communisme aujourd'hui. Articulation entre radicalité sociale, démocratie avancée et ancrage national en somme.

La réflexion du communisme italien sous la direction d'Enrico Berlinguer offre un point d'appui théorique et stratégique majeur pour le communisme français. Berlinguer a compris

que, dans les sociétés occidentales développées, la rupture révolutionnaire ne pouvait être ni autoritaire ni extérieure à la société. Elle devait s'appuyer sur une conquête patiente de l'hégémonie culturelle et politique, en assumant pleinement la démocratie comme terrain de lutte.

Cette orientation s'inscrit dans la filiation directe d'Antonio Gramsci, pour qui la transformation sociale passe par la capacité à faire des intérêts des classes subalternes le sens commun de la société. L'hégémonie n'est pas une simple domination idéologique, mais une direction intellectuelle et morale fondée sur le consentement actif, construit à travers les luttes, les institutions, la culture et l'éducation. Il s'agit de développer le pouvoir populaire au sein même des institutions démocratiques, dans les entreprises, les territoires, les syndicats, les municipalités. C'est cette stratégie d'enracinement social, d'organisation massive et de conquête démocratique qui explique pourquoi le Parti communiste italien est devenu le plus puissant d'Europe occidentale, à la fois par le nombre de ses adhérents et par son poids électoral.

Pour le communisme français, cette perspective est décisive. Elle implique de penser la planification écologique, la démocratie dans l'entreprise, l'appropriation sociale des grands moyens de production et la refondation des services publics non comme des mesures technocratiques, mais comme des éléments d'un projet culturel global, capable de parler au pays tel qu'il est et tel qu'il peut devenir.

La critique marxiste du modèle chinois ne relève ni de l'anticommunisme ni d'un alignement sur les récits dominants. Elle procède au contraire d'une fidélité exigeante au matérialisme historique et à l'idée d'auto-émancipation. Le communisme ne peut être réduit à un appareil d'État ni à une performance économique. Il est un mouvement réel qui vise à abolir l'état de choses existant.

La voie communiste française ne peut être que singulière. Elle doit puiser dans notre histoire révolutionnaire, assumer la démocratie comme terrain central de la lutte de classes et se donner pour horizon la conquête de l'hégémonie culturelle populaire. C'est à cette condition, et à cette condition seulement, que le communisme pourra redevenir en France une force crédible, majoritaire et révolutionnaire, capable de transformer durablement la société.

Robin SALECROIX